

Par Théophile Claudel



Photo : Alain Le Treut

Traduction : Jennifer Stüwe

Ma première impression en tant que Français arrivant à Berlin fut de découvrir à quel point la capitale allemande était remplie de lieux de mémoire, notamment liés à l'Holocauste. Fin octobre 2012, c'est le Mémorial des Sintis et des Roms qui était inauguré par Angela Merkel, la chancelière allemande. Cette multiplication des lieux de mémoire m'amène à m'interroger sur les différences de rapport à la mémoire en France et en Allemagne. En effet, l'actualité française est plutôt occupée par des sujets historiques controversés...

« **Un crime commis en France par la France** »

En juillet 2012, le Président de la République François Hollande reconnaît que la Rafle du Vel d'Hiv fut « un crime commis en France par la France ». Le 16 et 17 juillet 1942, des milliers de Juifs sont arrêtés par la police française avant d'être envoyés vers les camps de la mort nazis. La doctrine française au sujet de ce triste événement fut longtemps celle d'une responsabilité de l'Etat de Vichy et non de l'autorité légitime de la France, alors officiellement incarnée par le général de Gaulle à Londres.

De la même façon, le passé de la guerre d'Algérie (1954-1962) est encore douloureux. A l'occasion de la 51^e date anniversaire de la sanglante répression du 17 octobre 1961, François Hollande a pour la première fois déclaré que « la République reconnaît avec lucidité ces faits », rendant par ailleurs hommage à la mémoire des victimes. Ce jour-là, une manifestation du FLN (Front de Libération National) était réprimée dans le sang : des centaines d'Algériens furent exécutés ; certains furent même jetés vivants dans la Seine.

La reconnaissance de la responsabilité française avait provoqué un mini-débat politique à la fois futile et révélateur. L'opposition avait reproché aux socialistes de faire acte de « repentance permanente », de « diviser les Français au lieu de les rassembler » et de « politiser les enjeux d'une période difficile de notre histoire ». Christian Jacob, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, était allé plus loin, jugeant qu'il était « intolérable de mettre en cause la police républicaine et avec elle la République toute entière ». Pourtant, la totalité des historiens reconnaît aujourd'hui le tragique déroulement des faits.

Berlin, capitale de la mémoire

Plus largement, ces deux points sur l'histoire française montrent que la France peine à regarder sereinement son passé. De ce point de vue, l'Allemagne diffère grandement de son voisin outre-Rhin. A Berlin, le travail muséographique accompli est impressionnant. La multiplication des lieux de mémoire pose même la problématique inverse : la concurrence mémorielle est-elle dangereuse ?

En effet, après le Musée Juif de Berlin (1999), le Mémorial aux Juifs assassinés d'Europe, (2005), le Mémorial des victimes homosexuelles (2008), c'est tout récemment le Mémorial des Sintis et des Roms (2012) qui a été inauguré par Angela Merkel. Si l'on peut juger positif la reconnaissance du massacre de communautés longtemps négligées par l'historiographie de la Seconde Guerre Mondiale, on ne peut s'empêcher de se demander si un seul lieu de mémoire, commun à toutes les victimes du nazisme, n'aurait pas suffi.

Comment expliquer que Berlin soit devenu un « mémorial à ciel ouvert » ? Etienne François, spécialiste du sujet, distingue trois grandes explications. Premièrement, au nom de la repentance : le sentiment de culpabilité par rapport au nazisme est encore très fort en Allemagne. En multipliant les lieux de mémoire pour les Juifs, il subsiste l'idée qu'on pourrait expier le massacre et les « ressusciter ». Deuxièmement, au nom du tourisme : Berlin est une capitale relativement pauvre dont la seule richesse réside dans son capital culturel et symbolique. En accentuant cet aspect de sa mémoire, la capitale allemande cherche aussi à attirer des visiteurs. Enfin, au nom de la modernité : l'Allemagne veut démontrer qu'elle est une démocratie exemplaire, qui assume son histoire, à la différence d'autres pays qui éludent leur passé douloureux.

Sur ce dernier point, la France pourrait s'inspirer de son voisin allemand. La visite de François Hollande en Algérie fin décembre 2012 lui a donné l'occasion de reconnaître "les souffrances

que la colonisation a infligées au peuple algérien". Il a également dénoncé un système colonial "profondément injuste et brutal". Malheureusement, ce travail de mémoire demeure très critiqué : soit par la gauche (PCF) qui lui reproche de ne pas aller assez loin, soit par la droite (UMP) qui regrette au contraire « une vision hémiplegique de l'Histoire », oubliant les souffrances des Français.

Le rapport à la guerre d'Algérie reste un clivage politique important en France. Il serait temps de l'analyser sereinement, du côté français comme algérien, les deux camps ayant commis des atrocités. « Reconnaître une responsabilité, ce n'est pas se salir mais se grandir », conclut Etienne François.